



A Montpellier, une caisse alimentaire commune pour ne plus dépendre de la charité

Près de chez vous

Le 09 Octobre 2023 5 min

Cotiser selon ses moyens et se voir crédité de 100 euros par mois à dépenser en nourriture : cette forme de sécurité sociale de l'alimentation est testée par un comité citoyen à Montpellier.



PHOTO : © Juliette de Montvallon

Comment sortir de la crise de l'aide alimentaire ? Les Restos du Cœur qui avaient tiré la sonnette d'alarme dès la rentrée ont annoncé qu'ils seraient contraints de refuser du monde à partir de novembre. Mais bien avant que les projecteurs ne se braquent sur les difficultés financières des grands acteurs de l'aide alimentaire et sur leur modèle qui atteint ses limites, des collectifs de citoyens ont choisi d'expérimenter des alternatives au système caritatif.

C'est notamment le cas dans la métropole de Montpellier où est testée la « caisse alimentaire commune ». C'est d'abord « *une expérience de démocratie alimentaire* », souligne Grégori Akermann, sociologue à Inrae, membre du conseil scientifique de l'innovation montpelliéraine.

Tout est parti d'un collectif, Territoires à vivres, qui regroupe initialement les centres d'initiative pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam), le réseau de maraîchage en insertion (Cocagne), les coopératives d'achat dans les quartiers populaires (Vrac), les épiceries solidaires (Uges) et le Secours catholique. Sous son impulsion, un comité de 47 citoyens se réunit une fois par mois depuis un an.

Il est composé pour moitié de personnes en situation de précarité « *qui ont vécu une dépendance à l'égard de l'aide alimentaire, ou des moments où ils ont renoncé à manger pour nourrir leurs enfants ou n'ont pas pu choisir des produits de qualité* », détaille Marco Locuratolo, coordinateur à la Fédération régionale des Civam d'Occitanie et copilote de l'expérimentation. L'autre moitié est composée d'habitants de la métropole de Montpellier issus de réseaux associatifs concernés par la question alimentaire. C'est ce comité qui a élaboré le projet et suit sa mise en œuvre.



Au regard de l'aide alimentaire, « *c'est un changement complet de paradigme* », souligne le sociologue. Au total, 346 habitants, tirés au sort parmi des volontaires, sur la base d'un panel représentatif de la population, cotisent à une caisse commune à hauteur de leurs moyens, d'un à 200 euros. « *Ils n'ont pas eu à justifier de leur situation, mais seulement à s'auto-positionner sur une échelle de cotisations en fonction de leurs revenus* », précise Marco Locuratolo.

En échange, chacun est crédité d'une somme de 100 euros par mois, en monnaie locale, la MonA, pour acheter de la nourriture dans des magasins, des coopératives d'achat de Vrac ou auprès de trente producteurs locaux, la plupart présents sur des marchés de plein air. Ces Montpelliérains disposent au total d'une quarantaine de points de vente conventionnés par le comité citoyen sur des critères de qualité de l'alimentation, circuit court, agriculture durable...

« *Les participants en situation de précarité peuvent choisir leur alimentation et ça change tout : ça leur redonne de la dignité, ils retrouvent le plaisir et la fierté de cuisiner, ils peuvent faire de bons repas avec leurs enfants, inviter leurs voisins* », constate le chercheur, qui a mené des entretiens et reçu des témoignages.

Comparé à l'aide alimentaire qui distribue des colis sans tenir compte des besoins des bénéficiaires, « *c'est le jour et la nuit* », s'exclame-t-il.
Alimentation de qualité

L'ambition est en effet de sortir du système caritatif, entièrement dépendant des subventions et de la philanthropie privée, mais aussi de l'agro-industrie et de la grande distribution.

« *Les produits donnés sont issus de la surproduction industrielle et de mauvaise qualité* », et quant aux personnes qui ont recours à l'aide alimentaire, « *elles ont honte et elles n'ont aucun choix* », déplore Marie Massart.

L'adjointe au maire de Montpellier, principal soutien public de l'initiative, a rejoint le collectif Territoires à vivre, de même que des associations, des coopératives et des chercheurs. Si aujourd'hui, « *l'aide alimentaire est nécessaire* », poursuit-elle, « *cela ne règle pas les problèmes en profondeur, et c'est mauvais pour l'environnement et la santé* ».

D'après des travaux scientifiques et des contributions du *think tank* Terra Nova et du conseil national de l'alimentation, l'aide alimentaire comporte trois limites : le déséquilibre nutritionnel avec un manque de fruits et légumes frais et des excès de produits sucrés et de céréales raffinées..., un accès inégal selon les territoires et le non-recours, parfois par sentiment de honte ou de non-légitimité, pointe Nicole Darmon, directrice de recherche de **Inrae**.

Le projet est aussi né de la volonté d'agriculteurs déterminés à produire une alimentation de qualité, qui préserve l'environnement et privilégie les circuits de vente équitables. De quoi leur permettre, à eux aussi, de vivre dignement en redonnant du sens à leur métier.

Ce sont tous ces ingrédients qui ont fait germer l'idée d'une sécurité sociale de l'alimentation, dont l'expérience montpelliéraine s'inspire. Imaginée par un collectif d'associations, d'organisations paysannes et de chercheurs comme un remède durable aux inégalités, elle se fonde sur trois principes : la démocratie, l'universalité et la cotisation.

Sur le terrain, la caisse alimentaire commune de Montpellier est financée en partie par les cotisations, en moyenne 60 euros par mois et par personne. Mais l'expérimentation, conçue dans le cadre d'une recherche-action avec **Inrae**, n'aurait pu se faire sans des fonds publics et privés, au total 200 000 euros apportés à parts égales par la ville de Montpellier et deux fondations (Fondation de France et Fondation Carasso). Bilan prévu



début 2024.

